

**2 Politique**

**Réduction du train de vie de l'État**

**Les populations de Melen invitées à soutenir le gouvernement**



L'assistance suivant la communication du ...



... ministre délégué Raymond Placide Ndong Meyo.

AN  
Libreville/Gabon

**LES** mesures visant à réduire le train de vie de l'État, annoncées à la suite du Conseil des ministres du 21 juin dernier, ont fait l'objet d'un grand rassemblement, présidé par le ministre

délégué auprès du Premier ministre chargé des Actes du Dialogue politique, Raymond Placide Ndong Meyo. C'était au quartier "Nzeng Miang" derrière l'hôpital régional de l'Estuaire (Melen), dans le 5e arrondissement de Libreville. Au cours de ce rassemblement, le membre du gouvernement a indiqué

que les réformes gouvernementales sont une réponse adéquate à la situation économique difficile que traverse notre pays. En ce sens qu'elles vont dans le droit fil du redressement des finances publiques. D'où son coup de chapeau à l'endroit du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Lequel, selon lui, a montré l'exemple en

procédant à la réduction de 40% des effectifs de la présidence de la République. Suivi par le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet qui a réduit ceux de la Primature de plus de 50%. Et l'orateur d'ajouter que la compétitivité d'un État dépend de sa capacité à investir. Or, a-t-il poursuivi, la Fonction publique compte

aujourd'hui plus de 105 850 agents, "y compris les agents fantômes grassement payés". Pour Ndong Meyo, ces mesures sont plus que nécessaires dans la mesure où "elles contribueront à la croissance économique du pays et qu'à un moment donné, chaque ménage pourra bénéficier, autant que possible, des fruits de ces

efforts". Avant de dénoncer les contrevérités véhiculées par "certains privilégiés de l'ordre ancien, qui adoptent une position radicale face à ces mesures". D'où son invite à l'endroit de la population de Melen de soutenir les dites réformes en vue de surmonter avec cette détermination

**Le Morena dénonce des mesures "allant à l'encontre des intérêts des Gabonais"**

PME  
Bitam/Gabon

**C'était au cours d'un point-  
presse animé par son président,  
Thierry Ondo Assoumou**

**AU** cours du point-presse qu'il a animé, récemment, à Bitam, le président du Mouvement de redressement national (Morena), Thierry Ondo Assoumou, a qualifié de "mesures d'austérité" les récentes décisions gouvernementales visant à réduire le train de vie de l'État, tout en affirmant qu'elles "vont à l'encontre des intérêts du peuple gabonais". En ce

sens que, selon lui, "elles ne permettront pas au pays de sortir de l'ornière dans laquelle l'ont plongé la classe dirigeante actuelle. Et que ce sont les fonctionnaires, les jeunes en quête d'emploi qui devraient en payer le prix lourd, à travers la réduction de leurs salaires et le gel, pendant trois ans, des recrutements, avancements et reclassements à la Fonction publique". Clamant haut qu'il condamne ces mesures, il a invité ses compatriotes à soutenir la démarche initiée par certaines centrales syndicales, notamment Dynamique unitaire (DU). Sur un tout autre plan, le leader du Morena a annoncé la participation ef-

fective de sa formation politique aux prochaines élections législatives dont la date d'organisation est toujours attendue. "Un parti politique concourt à l'exercice du pouvoir. Nous prendrons part aux échéances électorales à venir. Car la politique de la chaise vide dessert plus qu'elle ne sert", a-t-il avancé. Non sans avoir précisé que l'objectif visé par le Morena et les autres partis de l'opposition est de "barrer la route, lors des législatives à venir, au Parti démocratique gabonais (PDG) et à ses principaux alliés, que sont Démocratie nouvelle (DN) et le Parti social démocrate (PSD)".



Le président du Morena, Thierry Ondo Assoumou (c), lors du point-presse.

**L'Ajev sensibilise les jeunes d'Alibandeng**

AEE  
Libreville/Gabon

**L'ASSOCIATION** des jeunes émergents volontaires (Ajev) était, dernièrement, du côté d'Alibandeng, dans le 1er arrondissement de Libreville, pour une campagne d'explication sur les mesures prises par le gouvernement en vue de réduire le train de vie de l'État. Jules Dibaka, le coordonnateur Ajev de ce quartier de Libreville, a jugé ces mesures "courageuses". En

effet, selon ce dernier, "ces mesures qui visent à consolider le tissu social, sont loin de nous condamner". Avant de poursuivre en soulignant que parmi elles, "la réduction des salaires, par exemple qui ne concerne que les fonctionnaires ayant plus de 650 000 F par mois, permet un certain équilibre entre salariés. C'est donc une participation citoyenne à l'effort de construction nationale qui est demandée à ces compatriotes." Et Dibaka de poursuivre : "A travers ces mesures, l'Etat cherche des solutions pour le bien-être de tous. Nous devons donc féliciter

ici le gouvernement et le chef de l'Etat pour ces décisions salutaires et courageuses". Avant de conclure: "Les économies réalisées vont continuer à dynamiser la politique d'investissement initiée par le gouvernement et le chef de l'Etat depuis 2009. Ces mesures ne touchent pas les masses populaires (...)"

**Les jeunes du quartier Alibandeng étaient nombreux à répondre à l'appel de l'Ajev.**



Photo : Abel Eyeghe